

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ

ACCORD-CADRE SUR LES OPERATIONS DE TRAVAUX REALISEES PAR LES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GHT - 4 LOTS - Tranche : Mise en conformité de chaufferies et du local groupe électrogène du CHLVO

Catégorie opération 3

Boulevard Guérin
85300 CHALLANS

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	11/09/2023	Plan Général de coordination établi sur la base : <ul style="list-style-type: none">. Du RRAT. Du DTA. Des CCTP. d'un ensemble de plans de principe

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	14
2.7 DIVERS.....	16
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	17
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	17
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	17
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	19
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	20
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	20
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	21
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	22
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	23
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	25
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	25
3.5.1 Présence d'amiante	25

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	27
3.5.3 Travaux divers	27
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	29
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	30
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	30
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ	31
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	32
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	34
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	35
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	35
5.2 CANTONNEMENTS	35
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	35
5.3.1 Mise en place bungalows	35
5.3.2 Cantonnement à étages	36
5.3.3 Installation électrique	36
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	37
6.1 ORGANISATION	37
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	38
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	38
6.2.2 Interdiction de fumer	39
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	40
7.1 PPSPS	40
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	40
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	40
8 Annexes	41
Panneau : En cas d'accident	41

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

ACCORD-CADRE SUR LES OPERATIONS DE TRAVAUX REALISEES PAR LES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GHT - 4 LOTS

Boulevard Guérin
85300 CHALLANS



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Travaux de mise en conformité de la chaufferie et du local groupe électrogène du Centre Hospitalier Loire Vendée Océan comprenant notamment :

Le désamiantage du local chaufferie;

- La création d'un réseau d'eaux usées, compris mise en œuvre d'un regard;
- La réfection de l'enrobée ;
- La création d'un bac de rétention maçonné, compris découpe de dallage terrassement, pose de regard, reprise de dallage
- La création d'une ouverture en sous œuvre pour création d'une IS
- La fourniture et pose de portes métalliques

- La projection d'un isolant CF au pH du local
- La mise en place de vannes "police" extérieures
- Dévoiement de canalisations existantes
- Création de canalisations
- Pose de détecteurs de fuite de fioul dans les locaux
- Création de piquage bouchonnés en toiture des locaux Chaufferie et Groupe électrogène (GE)
- La fourniture d'une centrale de détection gaz
- Le remplacement des luminaires , des BS et coffret de coupure du GE
- Divers travaux d'électricité et de raccordement des appareils et équipements

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

Un (1) à simple rez-de-chaussée

Nature de la couverture / toiture

Dalle béton étanchée non impactée par les travaux

Nature des façades

Voiles béton armé

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER LOIRE VENDEE OCEAN BOULEVARD GUERIN - BP 219 85302 CHALLANS	TEL : 251495000
Maître d'oeuvre de conception	Centre Hospitalier Loire Vendée Océan Boulevard Guérin, 85300 Challans	TEL : 02 51 49 50 00

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - Désamiantage
- N°02 - VRD
- N°03 - Maçonnerie
- N°04 - Serrurerie - Métallerie
- N°05 - CVC
- N°06 - Electricité
- N°07 - Flocage

Voir liste des intervenants en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 04/03/2024 pour une durée de 3 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de 5.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 3 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet pour la présente opération

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

DT / DICT

Les récépissés de la DT (Déclaration de projet de Travaux) établie par le maître d'ouvrage seront joints au DCE.

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établie par l'entreprise du **LOT VRD**, auprès des concessionnaires :

Par délégation du maître d'ouvrage, **le LOT VRD**

- procédera aux investigations complémentaires afin d'obtenir des repérage de classe de précision A.
- aura en charge le repérage et le piquetage des réseaux impactés conservés.

L'entreprise pourra par ailleurs consulter les plans de récolement de l'établissement.

2.4 AMIANTE

DTA (Dossier Technique Amiante) :

Document référencé établi par Bureau Véritas selon les conclusions du rapport 003435

2063662/001/001/I/MB en date du

19/10/2009,

Ce document, est complété par un rapport de Repérage Amiante Avant Travaux (RAAT)

Rapport de repérage amiante avant travaux

Repérage amiante avant opération référencé 13819048/S1.1.3.rev1.R, établi par Bureau Véritas en date du 22/03/2022

Le rapport de repérage est établi par référence à la norme NFX 46 020 .

Le documents est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Exécuter leur travaux par référence à la sous-section 3 du code du travail (retrait ou encapsulage d'amiante)

Les travaux en sous section 3" induisent notamment:

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés (Qualibat , Afnor , Global ..).
- Formation des salariés.
- Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux).
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Exécuter leur travaux par référence à la sous-section 4 du code du travail (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

Les travaux en sous section 3" induisent notamment:

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Quel que soit le référentiel réglementaire retenu, l'entreprise devra:

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Lot désamiantage

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

La zone chantier n'est pas situé en liaison directe avec le domaine public.

Les locaux chaufferie et GE sont positionnés au Nord Est de l'ensemble CUISINE MAGASIN LINGERIE en liaison avec le parking public de l'établissement

les zones de travaux en liaison avec le domaine du centre hospitalier devront être clôturées.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	------------------------------	---------------------------

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Clôture	<p>Clôtures grillagées</p> <p>Des clôtures constituées de panneaux grillagés sur plots béton pourront être mise en place. Quelle que soient leurs natures, toutes dispositions doivent être prises pour assurer leur stabilité au vent. Le panneaux grillagés doivent être liés mécaniquement entre eux.</p>	En périphérie du terrain à bâtir en complément des clôtures existantes	VRD et gros œuvre	VRD et gros œuvre

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Dévoitement voirie publique	<p>L'entreprise respectera l'instruction ministérielle relative à la signalisation temporaire des chantiers en bordure des voies en circulation. Les emprises sur voirie impliquent :</p> <p>1. Le dévoiement des flux de piétons en concertation avec les services du CHVLO au moyen de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Barrières • Rampes d'accès • Marquage horizontal • Signalisation verticale • Passerelles de franchissement au droit des entrées des habitations • Passerelles nécessaires au dévoiement du flux piéton y compris entretien et dépose <p>2. Le dévoiement des flux de véhicules en concertation avec les services du CHVLO au moyen de signalisation verticale diurne et nocturne</p>	Selon proposition de l'entreprise en phase préparation de chantier	VRD	VRD

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Prévoir la mise en œuvre d'une signalisation temporaire de chantier signalant les sorties d'engins en amont du chantier.	<p>Selon arrêté de voirie délivré par les Services de la Mairie de Montpellier.</p> <p>Pour l'établissement de son plan de signalisation , l'entreprise pourra utilement se référer à l'application "je balise" disponible gratuitement sur jebalise.fr</p>	VRD	VRD

Disposition en cas de litige ou de défaillance

Dispositions prises en cas de défaillances

Pour les dispositions du présent PGC, en cas de défaillance avérée d'une entreprise identifiée et relevée par le maître d'œuvre ou le Coordonnateur Sécurité, le maître d'ouvrage pourra faire appel à toute entreprise de son choix pour réaliser les prestations attendues.

Les frais afférents seront répercutés à l'entreprise défaillante selon modalités du CCAP.

Dispositions prises en cas de dégradations des installations communes de chantier

L'entreprise installatrice de l'équipement reste chargée d'assurer le remplacement, la réparation ou la remise en état des équipements communs de chantier volés ou dégradés pour lesquels le responsable du vol ou de la dégradation ne pourra être identifié..

Les couts matériels et de main d'œuvre pour ces remises en état seront pris en charge par le compte prorata.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Le terrain à bâtir est raccordé au réseau routier via l'Avenue Biochaud

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
-------------	--------	--------------------------------	--------------------------

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	<p>L'accès principal est existant</p> <p>Toute manœuvre d'engin sur les voies intérieurs du CHVLO devra obligatoirement être réalisée sous la direction d'un chef de manœuvre chargé de diriger les mouvements de l'engin et de s'assurer que la zone est libre de tout obstacle et de la présence de public.</p>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	<p>Chaque entreprise s'assure que ses personnels détiennent bien sur site leur Badge d'Identification Professionnel. Les badges doivent idéalement être portés de manière visible. A défaut, des consignes doivent être données aux salariés pour qu'ils soient présentés à première demande des représentants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • du maître d'ouvrage; • du maître d'œuvre; • du coordonnateur sécurité; • des organismes officiels de prévention (CARSAT ,DDEETS , OPPBTP). 	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement au devoir de présentation des CIP et / ou du badge chantier, les personnels pourront être exclus du chantier jusqu'à régularisation.

Les entreprises donneront des consignes à leur salariés pour que les badges et / ou CIP soient présentés à première demande :

- du maître d'ouvrage
- du maître d'œuvre
- des organismes officiels de prévention

La communication de fausses CIP pourra entrainer l'exclusion de l'entreprise pour conduite déloyale envers le maître d'ouvrage.

2.7 DIVERS

Affichage de sécurité

Nature

Mise en place, à chaque entrée de chantier, de panneaux :

- "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE"
- "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"

Localisation:

De part et d'autre des vantaux d'accès au chantier,

Planification :

L'affichage doit être en place à fin de phase de préparation de chantier

Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien :

Lot VRD, autant de fois que nécessaire pendant la durée du chantier. Démontage et repli en fin de chantier sur consigne du maître d'œuvre.

Signalisation routière

Nature:

Mise en œuvre d'une signalisation verticale de « sortie d'engins». (cf. application jebalise.fr)

Localisation:

En Amont et aval du portail de chantier.

Planification :

La signalisation doit être en place à fin de phase de préparation de chantier

Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien :

Lot VRD, autant de fois que nécessaire pendant la durée du chantier. Démontage et repli en fin de chantier sur consigne du maître d'œuvre.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Plan de circulation

Le CHVLO fournira aux entreprises un plan de circulation précisant au minimum le sens de circulation des véhicules et engins de chantier.

Maîtrise des livraisons

Les entreprises doivent, dans le cadre de la mise en place du DHOL, maîtriser leurs livraisons.

A ce titre la programmation des livraisons sur la "zone entreprises" sera actualisée chaque semaine en réunion d'OPC.

L'acheminement des matériaux à pied d'œuvre sur les "zones travaux" ou l'évacuation des gravats et déchets de chantier étant considérés comme quotidien, ils ne sont pas assujettis à cette disposition. Ils respecteront les créneaux horaires validés en phase préparation de chantier.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Le chauffeur pénètre avec son véhicule dans l'enceinte du chantier sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle sa présence est requise. L'entreprise met à disposition du chauffeur une personne compétente pour guider les manœuvres en marche arrière.	Aire de livraison / déchargement selon PIC VRD	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de stationnement	<p>Stationnement VU Les véhicules utilitaires des entreprises devront stationner aux emplacement qui leurs seront désignés par le CHVLO</p> <p>Stationnement VL Aucune aire de stationnement ne peut être aménagée à l'usage des VL du personnel, dans l'emprise du CHVLO. Les compagnons devront stationner leurs véhicules dans les rues avoisinantes (ou les parcs de stationnement du CHVLO) ou se rendre sur site en transport en commun.</p>	A localiser sur le PIC gros œuvre		
Homme de manœuvre	L'entreprise met à disposition du chauffeur une personne compétente pour guider les manœuvres en marche arrière. Le chef de manœuvre est chargé de diriger les mouvements de l'engin et de s'assurer que la zone est libre de tout obstacle et de la présence de personnel.	Toute manœuvre d'engin à l'intérieur du chantier	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Avertisseur de manœuvre	Les engins seront équipés d'avertisseur sonores et lumineux en parfait état de fonctionnement pour toute manœuvre en marche arrière.	Tous les engins	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	<p>Il n'est pas prévu une organisation collective d'accueil des salariés. Chaque entreprise organise les accueils de ses salariés ou de ses travailleurs temporaires selon ses procédures internes. Pour la formalisation de l'accueil individualisé des salariés, les entreprises pourront s'appuyer sur l'application "Check Chantier" développées par L'OPPBTP. Cette application gratuite est téléchargeable gratuitement sur le site preventionbtp.fr au format IOS ou Android</p>	<p>Les entreprises sont invitées à s'assurer la traçabilité des actions d'accueil. La tenue sur chantier d'un exemplaire des accueils formalisés est souhaitable</p>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Eclairage	<p>Eclairage de circulations En attente de pose et raccordement des luminaires définitifs, l'entreprise assure l'éclairage des locaux par guirlandes leds Le niveau d'éclairement minimum à atteindre est fixé à 40 lux</p> <p>Eclairage de sécurité L'éclairage des sécurité doit être mis en service à l'avancement des travaux</p>	<p>Locaux pour lesquels les appareils d'éclairage doivent être remplacés</p>	Electricité	Electricité

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès couverture/terrasse	Un escalier métallique existant permet l'accès à la zone des toitures des locaux techniques. Les conditions d'accès seront précisées à l'entreprise en phase de préparation de chantier.	Façade Est de la CUISINE		

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Disposition générale

Les déchargements et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates formes de dessertes sont aménagées près des lieux de livraison.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent

- à chaque niveau de la construction
- à proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en Œuvre des matériaux.

Analyse de risques des entreprises

Démarche à mettre en œuvre par les entreprises pour éviter les risques liés aux manutentions manuelles

- Évaluer préalablement les risques dès la phase de conception du projet
- Éviter le recours aux manutentions manuelles chaque fois que cela est possible
- Réduire le poids unitaire des charges.
- Réduire la fréquence des manutentions et les distances à parcourir
- Aménagement des postes de travail (temps de repos, contraintes de temps, cadence)

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Grue auxiliaire sur porteur en station sur la zone de déchargement	Tous corps d'état	Tous corps d'état	Tous corps d'état

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Transpalette/chariot	Equipement à prévoir pour la répartition sur les planchers des matériaux approvisionnées depuis les points d'accès.	Tous corps d'état	Tous corps d'état	Tous corps d'état

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Sans objet pour la présente opération

Grue automotrice

Sans objet pour la présente opération

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Conditions à remplir pour les prêts ou location de matériel:

Il est demandé la mise en place d'une « Convention de prêt », écrite, précisant les limites de prestations et de responsabilité des entreprises Utilisatrice (locataires) et Propriétaire (loueurs).

Les entreprises pourront s'inspirer de la convention type annexée à la recommandation CNAM R477.

La diffusion des conventions au coordonnateur constitue un préalable à toute opération conjointe de manutention.

Contenu de la convention de prêt

Cette convention pourra préciser en complément :

- les dimensions et le poids des colis à manutentionner
- le nom de l'entreprise assurant la fourniture des appareils de levage
- le nom de l'entreprise assurant la mise en place du chef de manœuvre connaissant parfaitement les gestes conventionnels de guidage
 - le nom de l'entreprise assurant la mise à disposition d'une liaison radio verticale rendue nécessaire par la disposition des lieux

Nota : *L'exercice du « droit de retrait » du grutier ou conducteur d'engin peut notamment s'exercer en cas: charge mal arrimée ou mal élinguée d'intempéries incompatibles avec l'opération de manutention programmée*

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Les déchargements et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates formes de dessertes sont aménagées près des lieux de livraison.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent

- à chaque niveau de la construction
- à proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en Œuvre des matériaux.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque entreprise pour son propre compte

Lot chargé de l'entretien

Chaque entreprise pour son propre compte

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
--------	-------------------	--------------	-------------	--------------

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Colle, résine, peinture, matériaux d'isolation, mousse polyuréthane ...	<p>Le stockage de matière dangereuse à l'intérieur des bâtiments en travaux ne peut être envisagé:</p> <ul style="list-style-type: none"> • que dans des quantités extrêmement réduite • qu'avec l'accord du maitre d'œuvre 	Le stockage de matière dangereuse est interdit dans les locaux sociaux.	Les aménagements complémentaires seront définis par l'entreprise dans son PPSPS.	<p>À performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité doit être retenu.</p> <p>Les entreprises recourant à l'usage de décapants bi-composants procéderont à une analyse de risques prenant en compte les conditions de mise en œuvre pour procéder, en amont du chantier, au choix du produit employé. Cette analyse pourra conduire à revoir l'organisation du chantier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises informeront la maîtrise d'oeuvre des situations nécessitant l'élimination des situations de coactivité simultanées ou successives <ul style="list-style-type: none"> • Il sera recherché par l'entreprise des choix de techniques et de modes opératoires visant à réduire le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques,
Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance.	Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols.	A localiser sur le PIC annexé au PPSPS de l'entreprise concernée	Stockage nécessairement à l'air libre	Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Procédure générale

Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de ses postes de travail autant intérieurement qu'extérieurement.

Il n'est pas prévu de gestion collective des gravats et déchets produits par les travaux.

Chaque entreprise procède au tri et à l'élimination de ses gravats et déchets en décharge agréées.

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Cas des interventions de désamiantage réalisées selon les termes de la « sous section 3 »

Éléments et justificatif à fournir

L'entreprise en charge du désamiantage communiquera au maître d'œuvre ou à l'OPC et au CSPS :

- sa certification (Qualibat, Global , AFNOR) en cours de validité
- la date de dépôt du PR auprès de l'inspection du travail.
- les durée de neutralisation des locaux permettant la réalisation de sa stratégie d'échantillonnage des mesures d'air
- Les résultats des prélèvements d'air dans l'environnement proche des travaux .

Mesures d'air

Les stratégies d'échantillonnage respecteront les termes du guide d'application de la norme NFX 46 033. Il sera procédé à des mesures d'air à l'état initial, dites « points zéro » avant démarrage des travaux à charge du lot désamiantage.

Les résultats des prélèvements d'air, dans l'environnement proche des travaux, seront communiqués au maître d'œuvre et au coordonnateur sécurité.

Pour mémoire, il est rappelé qu'il devra être procédé :

- A un contrôle visuel par organisme agréée ;
- A un prélèvement libératoire dit de 1ère restitution avant démontage du confinement; à la charge de L'entreprise;
- ***A des mesures de « fin de travaux » après démontage des confinements, à la charge de l'entreprise, et rendue obligatoire sur cette opération***

Les résultats de ces analyses seront à chaque fois communiqués au maître d'œuvre et au coordonnateur sécurité.

Nota : *Un résultat inférieur à 5f/l conditionne le démarrage ou la poursuite des travaux dans les locaux adjacents. Les résultats de ces analyses seront à chaque fois communiqués au maître d'œuvre et au coordonnateur sécurité.*

Cas des interventions sur ou au voisinage de MCA réalisées selon les termes de la « sous section 4 »

Formation du personnel

L'entreprise appelée à réaliser des travaux sur, ou au voisinage, de MCA devront justifier à l'appui de leur offre et en tout état de cause, avant démarrage des travaux de la formation au risque amiante de leurs personnels encadrants et opérateurs.

A ce titre les entreprises sont invitées à lire scrupuleusement les diagnostics de recherche d'amiante joints au DCE afin de déterminer si elles sont concernées par cette disposition.

Mode(s) opératoire(s)

Pour mémoire, ces interventions sont soumises à mode(s) opératoire(s) déposé(s) auprès des services de l'inspection du travail dont dépend l'entreprise.

Le mode opératoire devra également être diffusé aux organismes officiels de prévention locaux, compte tenu de durées prévisibles d'intervention supérieures au seuil réglementaires de 5 jours.

Ce mode opératoire décrit l'ensemble du processus :

- identification des Matériaux Contenant de l'Amiante concernés par les travaux ;
- Mode d'intervention ;
- Moyens de protection collective mis en œuvre.

Mesures d'air ambiant préalables aux travaux de désamiantage

Dans le cas particulier des interventions réalisées :

- en préalable à des interventions de désamiantage,
- dans des pièces ne contenant pas de MCA
- et qui ne sont pas de nature à libérer des fibres dans les pièces adjacentes.

L'entreprise chargée de ces travaux prévoit, à sa charge, la réalisation d'une mesure d'air d'ambiance avant début de son intervention.

Points d'arrêts aux travaux de démolition :

- L'absence du Plan de Retrait constitue un point d'arrêt aux travaux de démolition.
- L'absence du Protocole d'intervention constitue un point d'arrêt aux travaux de réalisés au voisinage ou sur les MCA identifiées.
 - L'entreprise doit informer le Coordonnateur des observations formulées par la DIRECCTE concernant son plan de retrait. Protocole d'intervention
 - La levée des observations constitue un préalable au démarrage des travaux
 - L'absence du repérage préalable sur site des matériaux visés constitue un point d'arrêt aux travaux de démolition.
 - L'absence de production du prélèvement libératoire à l'issue de la dépollution des travaux constitue un point d'arrêt à la poursuite des travaux.

NOTA : *le maître d'ouvrage fera sienne la production du prélèvement, dit de « Seconde restitution », à l'usage des exploitants des locaux.*

Stockage des déchets

L'entreprise explicitera dans son PPSPS les mesures prévues pour isoler les déchets stockés sur site, en attente de leur évacuation par transporteur agréé « matière dangereuse », jusqu'en décharge habilitée à les recevoir.

Traitement des déchets

L'entreprise de désamiantage remettra au Maître d'Ouvrage l'original du Bordereau de Suivi des Déchets

Amiantes (BSDA) renseigné par la décharge.

Copies seront communiquées au Maître d’Œuvre et au Coordonnateur Sécurité (pour intégration au DIUO).

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d’application. Tout ouvrier salarié de l’entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l’arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d’un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l’entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d’empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
 - A la fin des travaux, après démantèlement complet de l’installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d’air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Sans objet pour le présente opération				

3.5.3 Travaux divers

Mise en œuvre de moyens collectifs adaptés aux situations de coactivités lors de travaux bruyants, nocif, utilisation de substances toxiques:

- choix des techniques et des modes opératoires de nature à réduire sinon à éliminer les risques liés à l'émanation, l'inhalation, le heurt.
- ventilation des locaux par des moyens naturels ou mécaniques
- EPI adaptés fournis au personnel des autres entreprises travaillant à proximité immédiate.
- Balisage pour interdiction d'accès aux zones à risques

Lots concernés :

- Gros œuvre (risque silice au ponçage ou découpage du béton)

Localisation des zones :

- Local chaufferie

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	<p>A identifier par les entreprises dans leur PPSPS. On peut d'ores et déjà envisager:</p> <ul style="list-style-type: none"> des découpes de dalles et murs béton des tronçonnages de gaine des soudure de tuyauterie 	<ul style="list-style-type: none"> Gros œuvre Plomberie <p>CVC</p> <ul style="list-style-type: none"> ... 	<p>Dispositions prises pour les travaux sur points chauds Il est prévu la mise en place d'une procédure de permis de feu délivré quotidiennement par le PC sécurité du CHVLO.</p> <p>Mise en place d'extincteurs sur le chantier L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers. Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.</p>	L'entreprise doit prévoir une organisation du travail permettant aux opérateurs d'assurer une surveillance particulière des travaux par points chauds.
Flocage	Plancher haut de la chaufferie	lot Flocage	Balisage de la zone d'intervention	Intervention en dehors de toute coactivité dans le local

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Application de produit toxique	Local chaufferie	<ul style="list-style-type: none"> Gros œuvre (risque silice au ponçage du béton) 	<p>Les entreprises génératrices du risque préciseront dans leur PPSPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> La nature des équipements de travail mis en place pour une aspiration à la source Les conditions de ventilation des locaux par des moyens naturels ou mécaniques 	A définir selon PPSPS des entreprises et fiches de données de sécurité associées

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le tableau qui suit se propose de relever un certain nombre de cas de figure propre à l'opération.

L'analyse de risque établie par chaque entreprise pourra donner lieu à d'autres compléments transcrits dans leurs PPSPS.

Les entreprises installatrices doivent sauf précisions contraires; au fur et à mesure de l'avancement des travaux :

- la fourniture, la mise en place des protections collectives pendant toute la durée de leur intervention
- le contrôle fréquent de leur état
- la maintenance des protections collectives jusqu'à ce que :
 1. Les protections définitives soient mises en place ;
 2. Les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

Local GE

La toiture du local GE est ceinturée par un garde-corps existant

Local chaufferie

La périphérie de la toiture du local chaufferie est dépourvue de protection formant garde-corps (serrurerie ou acrotère).

Nous ne disposons pas d'informations concernant la présence en toiture de dispositifs d'ancrage à jour de leur vérifications périodiques réglementaires

Les entreprises appelées à intervenir en toiture devront prendre toute dispositions pour prévenir les risques e chutes

Le choix d'intervenir sous protection individuelle ou sous protection collective provisoire sera guidée par la durée d'intervention et le nombre de personnels exposés aux risques de chutes.

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Compte tenu du séquençage des interventions, il n'est pas prévu d'imposer une mutualisation des moyens.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Depuis un point de raccordement défini par les services techniques du CHVLO.	Demande de branchement à réaliser dès le début de la période de préparation pour prise en compte des délais d'interventions du concessionnaire.	CHVLO	CHVLO
Armoire générale	Depuis l'armoire comptage du chantier	Le raccordement doit être assuré à l'issue de la période de préparation.	CHVLO	CHVLO
Armoires secondaires	Depuis l'armoire générale sur un départ spécifique.	<ul style="list-style-type: none"> Départ séparé à prévoir dès la phase préparation de chantier Mise en place des coffrets à l'avancement des travaux de gros œuvre 	Electricité	Electricité

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation horizontale	Depuis l'armoire générale sur un départ spécifique ou depuis un coffret secondaires.	Mise en place de l'éclairage avant consignation des appareils existants à remplacer	Electricité	Electricité
Eclairage poste de travail	Depuis les coffrets de distribution de chantier.		Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Planification des interventions :

Les dispositions qui suivent seront confirmées après désignation des entreprises, et sont fonctions de l'enchaînement des tâches et du planning détaillé de travaux T.C.E. qui sera contractualisé en phase de préparation de chantier.

En l'absence de calendrier détaillé de travaux ce chapitre n'expose que les principes qui seront appliqués à son établissement.

Coactivité - Simultanéité

Le Maître d'Œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances.

Ceci concerne également les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, ponçage.

Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée.

La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

Travaux superposés

D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés.

Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, sont mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.

Chutes d'objets

Les entreprises veillent à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux (mode opératoire, protection collective, dispositions particulières).

Ces mesures doivent être mentionnées dans le P.P.S.P.S.

En cas d'impossibilité, il est exigé une protection complémentaire au sol (balisage, interdiction formelle d'accès pour une période définie, modifications des accès provisoires, protection renforcée surveillance renforcée).

Protection liée à la superposition des tâches dans un lot

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot met en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage...) et en assure l'entretien et le démontage.

Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots

Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires.

Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.

Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de constat de superposition de tâches ou de situation de coactivité gérées de façon non satisfaisante.

Il pourra être demandé à une entreprise de suspendre ses travaux.

En parallèle, le maître d'œuvre d'exécution sera informé de la situation et déterminera les priorités d'intervention en fonction des impératifs de planning.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Ponçage ou découpe de béton	Gros œuvre exportateur du risque vers toutes les entreprise	La planification des travaux doit prévoir un séquençage d'intervention dans les volumes nécessitant un ponçage du béton. Aucune coactivité simultanée ne peut y être envisagée sauf à équiper les personnels des EPI adaptés.	Les zones de travaux devront être isolées au moyen de bâches, portes ou tout dispositif équivalent garantissant les personnels des entreprises contre une exposition au risque Silice (CMR).	gros œuvre

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

GENERALITES CONCERNANT LES TRAVAUX EN HAUTEUR

Equipements de travail

Les entreprises prendront soin de s'assurer de la mise à disposition de leur personnel d'équipements de travail de hauteurs et gabarits adaptés aux tâches à réaliser (PIRL , échafaudages)

Formation des personnels

Travaux en hauteur

Les personnels des entreprise doivent avoir suivi une formation "travaux en hauteur / port des EPI"; Spécifiquement aux travailleurs temporaires, ceux ci doivent avoir obtenu un Certificat de Compétence Travail en Hauteur (CCTH).

Le certificat doit être communiqué à l'entreprise utilisatrice avant mise en place du travailleur temporaire.

Echafaudages roulants

Spécifiquement aux échafaudages, les personnels devront avoir suivi les formations requises au montage et utilisation des échafaudages.

Réception des échafaudages de pied

En complément de ce qui précède, l'emploi d'échafaudage de pied est subordonné à la production d'un procès verbal de réception sans réserve.

TRAVAUX EN TRANCHÉES

Risque spécifique « chute de hauteur »

- Protection périphérique rigide tête de talus ;
- Balisage des têtes de tranchées et têtes de puits
- Echelles d'accès au fond de tranchée ;
- Mise en place de passerelle pour permettre le franchissement des tranchées en sécurité

Risque spécifique « ensevelissement / effondrement de talus »

- inclinaison des talus suivant rapport du géotechnicien ;
- stockage éloigné des têtes de tranchées ;
- rabattement de nappe ;
- Blindage systématique lorsque :

1. la hauteur de la tranchée est supérieure ou égale à 1.3 m et sa largeur est inférieure aux 2/3 de sa profondeur.

2. la cohésion du terrain ne permet pas de garantir la tenue des terres

Risque spécifique « Chute d'objet »

- Purge des talus.
- Pas de stockage en tête de tranchée

Risque spécifique « déversement d'engin »

- Personnel chargé de la conduite des engins doit être titulaire du CACES correspondant ;
- balisage 2 faces des tranchées ouvertes + de 24 heures.
- Matérialisation des têtes de talus par garde-corps rigides

Risque spécifique « heurts »

- Port de baudriers réfléchissants pour l'ensemble du personnel ;
- Avertisseurs de recul sonores ou lumineux en parfait état de marche

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Les travaux sont réalisés au sein d'un site en exploitation.

Le CHLVO , exploitant du site donnera aux entreprises, lors de la phase de préparation de chantier, les consignes à appliquer aux nombres desquelles figureront

- les conditions d'accès au site
- les conditions de circulations des véhicules et engins à l'intérieur du site
- les conditions de délivrance de permis feu
- les consignes liées à la réduction de la production des poussières en prévention du risque aspergillaire
- Les consignes horaires pour les travaux bruyants
- les conditions d'accès aux service restauration du site pour le personnel des entreprises extérieures
- Les consignes en matière de délai de prévenance pour toute occupation des sols , demande de consignation de réseaux, etc..

L'exploitant pourra envisager à ce titre la mise en œuvre, avec chaque entreprise, de plans de prévention pour tout les sujets ne relevant pas du chantier clos et indépendant constitué par la mise aux normes des locaux chaufferie et groupe électrogène

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de non respect des consignes constaté par le maître d'ouvrage , le maître d'œuvre ou le CSPS, il pourra être demandé à l'entreprise concernée de suspendre l'activité mise en cause jusqu' à mise en place des mesures correctives qui pourront, entre autres, être :

- La production de consignes dédiées au personnel
- La mise en place du matériel manquants

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Le coût du chantier est inférieur au seuil réglementaire de 750 K€ HT.

Le site , et notamment le bâtiment, sont par néanmoins raccordés aux différent réseaux.

Le lot désamiantage pourra raccorder son UMD sur les réseaux d'eau et d'électricité du site.

5.2 CANTONNEMENTS

Disposition générale

Compte tenu du volume de travaux à réaliser, il n'est pas prévu la mise en place d'installations communes de chantier.

Pause déjeuner / réfectoires

Les personnels pourront déjeuner au self, en y apportant leur repas s'il le souhaite.

Ils pourront également acheter des tickets dont le prix sera précisé lors de la phase de préparation de chantier.

La prise de repas sur les lieux de travail reste prohibée.

A défaut, les repas seront pris à l'extérieur du site

Sanitaires

Un WC situé dans le bâtiment Biochaud sera rendu accessible au personnels du chantier.

Aucune douche n'est accessible.

Vestiaires

Les personnels devront arriver en tenue de travail sur le chantier

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de constat par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, ou le CSPS, concernant

- un défaut manifeste de nettoyage (quotidien),
- un défaut d'entretien ou de réparation (> 1 jour),
- de retard dans le renouvellement des consommables (papier WC , essuie mains, savon) ,

il pourra être fait appel à toute entreprise extérieur un intérieur au chantier dont la prise en charge est définie dans les pièces écrites du marché

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet pour la présente opération

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Sans objet pour la présente opération	Sans objet pour la présente opération

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Afin de tenir compte des Principes Généraux de Prévention et notamment celui relatif à l' <i>évolution de la technique</i> , il n'est pas prévu la mise en place d'un téléphone de chantier raccordé sur réseau filaire.			Chaque chef d'entreprise est responsable de la mise à disposition de son personnel d'un téléphone mobile permettant l'appel des secours
Liaison avec les secours	Selon procédure interne du PC sécurité du CHVLO	En cas d'accident les entreprises sollicitent en premier lieu le PC sécurité du CHVLO qui : <ul style="list-style-type: none"> • déclenchera l'intervention des moyens internes • sollicitera les moyens extérieurs si nécessaire 	Le point de ralliement doit être identifié par panneau normalisé.	PC sécurité
Accès secours	Les secours accèdent au chantier par le portail livraison	Entrée du chantier à maintenir dégagé en permanence	Sur demande du PC sécurité, un signaleur est désigné par l'entreprise pour accueillir les secours et les guider jusqu'au lieu de l'accident	TCE

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Secouriste	Pour mémoire chaque équipe constitué doit disposer d'au moins secouriste.		Les secouristes doivent porter un élément distinctif facilitant leur identification et leur sollicitation en cas d'accident. Ex: autocollant SST sur le casque	TCE
Trousse de secours	Chaque entreprise dote ses équipes d'une trousse de secours et s'assure du réassort des consommables (collyre unidose , pansements,..)	Chaque entreprise s'assure du réassort des consommables (collyre unidose , pansements,..)	L'emplacement de la trousse de secours doit être connu de tous les salariés présents de l'entreprise	TCE
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail par points chauds. Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.	L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour de leurs vérifications périodiques. Les entreprises organisent, chacune pour ce qui les concerne, une surveillance de leurs travaux par points chauds de façon à identifier de possibles feux couvants.		TCE

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

La protection du travailleur isolé regroupe l'ensemble des mesures et procédures de prévention et d'intervention, ayant pour finalité la « protection » des travailleurs isolés décrites au PPSPS de l'entreprise. L'organisation du travail doit privilégier l'absence de travailleur isolé (ex; travaux en local technique,

travaux en gaine d'ascenseur porte fermée ou levée de réserve en toiture terrasse).

L'entreprise doit en tout état de cause assurer la protection de ses travailleurs isolés en les équipant, le cas échéant, de **Dispositif d'Alarme du Travailleur Isolé (DATI ~ Système homme mort)**.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

ACCORD-CADRE SUR LES OPERATIONS DE TRAVAUX REALISEES PAR LES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GHT - 4 LOTS

Boulevard Guérin
85300 CHALLANS

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: CHALLANS
RUE : Boulevard Guérin

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 02.51.13.95.55 .